

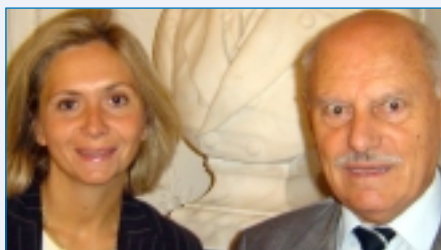


Valérie Pécresse

Députée des Yvelines, Porte-parole de l'UMP

2007 se jouera sur le chômage

La dynamique porte-parole de l'UMP, Valérie Pécresse, en est consciente et ne l'a pas envoyé dire : « *Nous sommes tous persuadés que la capacité de l'UMP à être réélue en 2007 ou à porter un candidat à la présidence de la République sera uniquement corrélée à la situation de l'emploi.* » Cela tombait bien, car le petit déjeuner de rentrée du 21 septembre du **club Lamennais**, présidé par Noël Clavelloux, président du **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France**, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la **Lettre Horizons politiques**, avait précisément comme thème « *la politique de l'emploi* ». Cette rencontre a permis ainsi à la porte-parole de l'UMP de remettre les pendules à l'heure. De retour des *Journées parlementaires de l'UMP*, achevées la veille à Evian, la députée des Yvelines a qualifié les supputations des journalistes sur les stratégies de Dominique de Villepin et de Nicolas Sarkozy, l'un par rapport à l'autre, d'« *écume des choses* ». L'essentiel pour elle n'est pas là. Pour résumer, Valérie Pécresse estime qu'il convient que le chef du gouvernement parvienne à faire baisser « *continûment* » le



Valérie Pécresse et Noël Clavelloux

chômage dans les dix-huit prochains mois. Mais elle estime que, compte tenu de la situation qui, objectivement, n'est pas bonne avec des contraintes financières énormes, « *il faudra engager des réformes structurelles qui devront être validées en 2007* ». Evoquant les dernières élections en Allemagne, la porte-parole de l'UMP a estimé que les électeurs allemands avaient voté à 80% pour les réformes. Cela justifie la poursuite de la politique de réformes engagée par l'actuel gouvernement français. « *L'Allemagne va continuer à se réformer, on ne peut pas perdre dix-huit mois* », a-t-elle dit.

La discussion est allée bon train avec les ingénieurs sur l'urgence des réformes, le rôle des parlementaires et des syndicats, et l'image de marque des « *libéraux* ». A ce sujet, la députée des Yvelines, sans langue de bois, a regretté que les Français vivent la politique et l'économie à travers « *la guerre des mots* ». Dans le langage français, a-t-elle ajouté, libéral veut dire « *ami des riches et ennemi des pauvres* ». Or, dans tous les autres pays, le mot « *libéral* » est associé à celui de « *libertés* ». Il y a sans doute là l'amorce d'un débat de fond qui sera tranché en 2007.

CNE : 30 000 ont déjà été signés

Les participants au petit déjeuner du **club Lamennais** du 21 septembre auront pu apprécier la liberté de ton de la porte-parole de l'UMP. A propos du plan d'urgence pour l'emploi qui a commencé en juillet, et la formule proposée du *Contrat Nouvelle Embauche* (CNE), dénoncée par l'opposition comme facteur de « *précarité du travail* », Valérie Pécresse a reconnu que le Premier ministre avait eu une formule malheureuse (« *que je lui ai reprochée* », a-t-elle précisé) en parlant de « *période d'essai de deux ans* ». « *Borloo et Villepin ont changé leur fusil d'épaule et parlent de montée en charge progressive des droits des salariés pendant deux ans.* » Car le *Contrat Nouvelle Embauche*, qui s'inspire du modèle danois, donne effectivement au chef d'entreprise la liberté totale de licencier avec, en contrepartie pour le salarié, un contrat à durée indéterminée.

Cette opportunité est à mettre au regard de la situation actuelle qui n'est guère profitable aux salariés travaillant dans les très petites entreprises, a souligné Valérie Pécresse. « *70% d'entre eux sont en contrat à durée déterminée et la moitié de ceux-là ont des contrats de moins d'un mois, et l'autre moitié des contrats de quatre mois* », affirme la porte-parole de l'UMP. « *Le bilan qui vient d'être tiré par le gouvernement en septembre de l'application du CNE, prouve que c'est plutôt une bonne mesure, a-t-elle ajouté, car il y en a 30 000 de signés alors que le CNE n'existe que depuis le 2 août !* »

Le retour aux emplois aidés pour les jeunes

Autre mea culpa de la députée des Yvelines : le gouvernement aurait mieux fait, en 2002, de ne pas supprimer les emplois-jeunes. « *On a peut-être fait une erreur* », admet-elle. « *La formule laissait à désirer puisque, selon elle, il n'y avait pas de débouchés à la fin des cinq années que duraient ces emplois-jeunes. Mais au lieu de les supprimer, on aurait mieux fait de les transformer et d'en faire un outil de pré-sélection pour rentrer dans la fonction publique. Cela nous a sorti 350 000 jeunes du circuit, reconnaît-elle encore. On pensait qu'ils seraient embauchés dans le secteur marchand. On a essayé, mais c'est très difficile, ajoute-t-elle. Politiquement, philosophiquement, le traitement social du chômage, on en a tous mesuré les limites. On veut faire une politique de croissance et des réformes structurelles. Mais, en même*



temps, à court terme, pour relancer la confiance, l'emploi aidé n'est pas forcément non plus à négliger. »

La porte-parole de l'UMP a insisté sur l'aspect « *moral* » de la politique de « *croissance sociale* » prônée par Dominique de Villepin. Il consiste à « *redonner du pouvoir d'achat d'abord à ceux qui travaillent* ».

« *On a tellement empilé de dispositifs d'aide sociale les uns sur les autres, estime-t-elle, qu'objectivement plus d'un tiers des RMistes n'ont pas intérêt à retrouver un emploi et cela grimpe à 90% pour les emplois à temps partiel. Un chômeur de longue durée qui reprend un Smic à mi-temps perd... 20 euros par mois par rapport aux aides qu'il peut toucher. Plus une famille est nombreuse, si elle a la CMU, l'aide au logement, le téléphone, la cantine, etc., moins elle a intérêt à travailler. Il faut, a-t-elle souligné avec force, que reprendre un travail ne soit jamais défavorable pour le salarié.* »

Pas de rivalité, mais... complémentarité

Valérie Pécresse a évoqué beaucoup d'autres réformes à faire. Clarifier les formations (il faudrait une « *vraie évaluation de la formation* » et de « *la carte des filières* ») ; professionnaliser l'orientation (« *François Fillon n'a pas osé se lancer dans cette réforme* ») ; réformer l'Etat, car on a trop de fonctionnaires qui n'ont plus de moyens. « *La suradministration, c'est nous qui la générons en refusant de faire la réforme de l'Etat* », a-t-elle dit. La porte-parole de l'UMP n'a pas attendu d'éventuelles questions sur la rivalité Villepin-Sarkozy pour donner son sentiment. « *Je ne dirais pas qu'il y a rivalité, mais... complémentarité. Dominique de Villepin est dans l'action courte où il doit faire le maximum d'ici à 2007 sans perdre la confiance des Français. Il fait feu de tout bois sur cette ligne de crête. En face de lui, il y a Nicolas Sarkozy qui réfléchit de manière très ambitieuse sur ce que doivent être les réformes de fond qu'il faudra faire pour que notre pays retrouve une croissance structurelle plus forte. En 2007, il va y avoir un débat d'idées et c'est là que les Français vont dire oui ou non à un certain nombre de réformes structurelles, insiste-t-elle. Je ne crois pas que, d'ici à dix-huit mois, on puisse avancer trop loin sur des réformes qui bloqueraient le pays, car nous sortons étreints de deux défaites électorales aux régionales et au référendum.* » Voilà donc le décor planté et les dés lancés. Mais rien n'est joué. Et lorsqu'on lui demande si Nicolas Sarkozy pourrait se présenter si Jacques Chirac décidait de briguer un nouveau mandat, la porte-parole de l'UMP, dans un souffle, se contente de répondre : « *Tout est possible !* »